



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL **1^{er} janvier au 30 juin 2010**

CS COMMUNICATION & SYSTEMES
SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 31 532 695 euros
SIEGE SOCIAL : 54-56, avenue Hoche, 75008 PARIS
RCS PARIS 692.000.946

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

(Articles L 232-7 du Code de commerce et L 451-1-2-III du Code Monétaire et Financier)

I - RAPPORT SUR L'ACTIVITE ET LES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2010

Résultats semestriels 2010¹

En millions d'euros	S1 2009	S2 2009	2009	S1 2010
Prise de Commandes	75,6	129,9	205,5	84,8
Chiffre d'affaires	108,4	97,2	205,6	95,0
Marge opérationnelle <i>En % du CA</i>	-2,5 -2,3%	0,5 +0,6%	-2,0 -1,0%	-5,0 -5,3%
Résultat opérationnel <i>En % du CA</i>	-3,9 -3,6%	-7,3 -7,5%	-11,2 -5,4%	-7,8 -8,2%
Résultat avant impôts des activités poursuivies <i>en % du CA</i>	-5,1 -4,7%	-6,7 -6,9%	-11,8 -5,7%	-9,7 -10,2%
Résultat Net	-5,5	-15,4	-20,9	-10,9

¹ Les comptes ont fait l'objet d'un examen limité des commissaires aux comptes.

Le chiffre d'affaires du 1er semestre 2010 s'établit à 95,0 M€, en retrait de 12,3 % par rapport au premier semestre 2009.

En France, le chiffre d'affaires s'établit à 68,3 M€, en retrait de 13,6% par rapport au 1er semestre 2009. A l'international, le groupe enregistre un chiffre d'affaires de 26,7 M€, soit 28% du CA total, en retrait de 9% consécutivement à l'achèvement de projets d'intégration, et a bénéficié de la croissance de ses filiales roumaine, allemande et canadienne, tirée par le secteur aéronautique.

Le groupe a enregistré 84,8 M€ de commandes sur le 1er semestre 2010, en croissance de 12,2% par rapport au 1er semestre 2009. Le carnet de commandes s'élève à 16 mois de CA.

La marge opérationnelle du groupe du premier semestre 2010 s'établit à -5,0 M€, soit -5,3 % du chiffre d'affaires, en raison d'un effet volume et de l'intensification des efforts de R&D sur fonds propres (1,7 M€ sur S1 2010 contre 1,8 M€ pour tout l'exercice 2009).

Les « autres charges et produits opérationnels » s'élèvent à -2,8 M€ (-1,4 M€ au 30 juin 2009), dont 1,8 M€ au titre des coûts de restructuration (1,3 M€ au 30 juin 2009).

Le résultat opérationnel ressort à -7,8 M€ contre -3,9 M€ au 30 juin 2009. Après prise en compte du résultat financier (-1,8 M€ contre -1,2 M€ au 30 juin 2009) et des impôts, le résultat net s'élève à -10,9 M€ contre -5,5 M€ au 30 juin 2009.

Le Besoin en Fonds de Roulement est stable à -23,9 M€ contre -23,6 M€ au 31 décembre 2009 et le niveau de trésorerie nette s'élève à 31,9 M€ (45,4 M€ au 30 juin 2009). Le gearing s'établit à -41 % (-54% au 31 décembre 2009 et -42 % au 30 juin 2009).

Au 30 juin 2010, les fonds propres consolidés s'établissent à 48,0 M€.

Effectifs ²

L'effectif social au 30 juin 2010 est de 2112 collaborateurs contre 2096 collaborateurs au 31 décembre 2009 et 2061 au 30 juin 2009. Le groupe a recruté 131 nouveaux collaborateurs au cours du semestre avec un turn over de 5,0% (5,6% sur S1 2009). Le Taux d'Activité Congés Exclus moyen s'établit à 81,4% (81,1% sur 2009 ; contre 80,3% sur S1 2009).

²hors péagers du Chili.

Performances par secteurs opérationnels :

Défense, Espace & Sécurité : impactée par la Révision Générale des Politiques Publiques

En millions d'euros	S1 2009	S2 2009	2009	S1 2010
Chiffre d'affaires	49,6	43,3	92,9	41,7
Marge opérationnelle <i>En % du CA</i>	-0,8 -1,5%	-1,3 -3,0%	-2,1 -2,2%	-3,3 -7,9%

La Révision Générale des Politiques publiques (fermeture de bases aériennes) et la livraison finale de projets d'intégration à l'export ont pesé sur le chiffre d'affaires et la rentabilité de cette activité. Le carnet de commandes de 23,1 mois de CA et les affaires en cours de négociation permettent d'anticiper sur le second semestre un rebond des prises de commandes et du chiffre d'affaires. Le groupe renforce aussi la maîtrise de ses frais commerciaux et de R&D pour permettre la réduction des pertes opérationnelles.

Aéronautique, Energie & Industrie* : Atteinte d'un palier après un très bon exercice 2009

En millions d'euros	S1 2009	S2 2009	2009	S1 2010
Chiffre d'affaires	34,2	33,6	67,8	34,2
Marge opérationnelle <i>En % du CA</i>	1,3 3,8%	3,0 8,9%	4,3 6,3%	0,4 1,2%

Après une croissance de 10% en 2009, cette activité enregistre un chiffre d'affaires stable. Les filiales étrangères sont en croissance, avec une expansion des activités systèmes embarqués en Amérique du Nord. Le groupe vise une amélioration de sa marge opérationnelle sur le second semestre 2010 (par rapport au premier semestre), grâce à une croissance de son chiffre d'affaires tirant profit des investissements techniques et commerciaux consentis sur des offres à forte valeur ajoutée (HPC, simulation, maquette numérique et PLM), et une optimisation de sa productivité.

Transport : Poursuite des investissements et du redressement de la rentabilité

En millions d'euros	S1 2009	S2 2009	2009	S1 2010
Chiffre d'affaires	18,3	13,6	31,9	14,0
Marge opérationnelle <i>En % du CA</i>	-2,3 -12,8%	-2,4 -17,6%	-4,7 -14,7%	-1,3 -9,3%

Le groupe poursuit le plan de redressement des marges engagé tout en réalisant les investissements technologiques nécessaires pour adresser un marché très actif. Avec la signature du projet Free-Flow du Port Mann Bridge à Vancouver et de nouveaux projets en Grèce et en Pologne, cette activité a enregistré 25,5 M€ de commandes au cours du premier semestre. Le groupe devrait enregistrer au cours du second semestre une croissance de son chiffre d'affaires et bénéficier d'une nouvelle réduction des pertes opérationnelles.

Produit* : prise de commandes en croissance et bon avancement R&D

En millions d'euros	S1 2009	S2 2009	2009	S1 2010
Chiffre d'affaires	5,2	6,7	11,9	5,7
Marge opérationnelle <i>En % du CA</i>	0,0 0,0%	1,3 19,4%	1,3 10,9%	-0,6 -10,5%

Cette activité enregistre une croissance de ses prises de commandes et de son chiffre d'affaires, grâce à des solutions innovantes dans le domaine des liaisons de données tactiques et de l'entraînement des forces. Les investissements R&D enregistrés au 1er semestre affectent temporairement la rentabilité qui devrait être positive sur le second semestre 2010.

*Chiffres 2008 & 2009 retraités du transfert au 1er janvier 2010 du département Réalité Virtuelle de l'Activité Aéronautique, Energie, Industrie vers l'Activité Produit.

Perspectives :

Pour le second semestre 2010, le groupe escompte un rebond de ses prises de commandes et une progression de son chiffre d'affaires qui devrait lui permettre de réduire sa perte opérationnelle par rapport au premier semestre. Le groupe prévoit une trésorerie nette de dettes, à plus ou moins d'un an, positive au 31 décembre 2010.

Parallèlement aux actions menées sur chaque activité afin de restaurer la rentabilité opérationnelle, le Conseil d'Administration a demandé à la Direction Générale de proposer, d'ici fin 2010, différents scénarios pour renforcer la structure financière du groupe en vue d'accélérer son redressement.

III- PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE 1ER SEMESTRE 2010

Les principaux risques et incertitudes sont décrits dans le Rapport de Gestion du Groupe pour l'exercice 2009 (IX « Description des principaux risques », aux pages 120 à 128 du rapport annuel 2009 déposé sous forme de Document de Référence auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, le 30 avril 2010). Aucune évolution significative n'a été enregistrée au cours du semestre.

L'actualisation au 30 juin 2010 des données relatives aux équivalents de trésorerie et aux Passifs financiers figurent respectivement en notes 9 et 12 de l'annexe aux comptes semestriels 2010.

L'actualisation au 30 juin 2010 des données relatives à l'endettement à taux variables et aux couvertures de risque de change et d'indexation des prix figurent en note 18 de l'annexe aux comptes semestriels 2010.

IV- PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES ET/OU MODIFICATIONS AFFECTANT CES TRANSACTIONS, AYANT INFLUE SIGNIFICATIVEMENT LA SITUATION FINANCIERE AU COURS DU 1ER SEMESTRE

Par rapport au 31 décembre 2009, aucune évolution significative n'a été enregistrée.

V- DECLARATION DE LA PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

ERIC BLANC-GARIN
Directeur Général

VI- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXAMEN LIMITE DES COMPTES AU 30 JUIN 2010

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CS COMMUNICATION & SYSTEMES, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe relative aux nouvelles normes d'application obligatoire à partir du 1er janvier 2010.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly sur Seine et Courbevoie, le 31 août 2010

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

Jean Paul SEGURET

MAZARS

Michel BARBET MASSIN

BILANS CONSOLIDES

En milliers €	Note	Au 30/06/2010	Au 31/12/2009	Au 30/06/2009
Goodwill		36 112	36 112	36 112
Immobilisations incorporelles		7 040	7 788	7 588
Immobilisations corporelles		3 325	3 538	3 950
Titres mis en équivalence	4	86	105	160
Actifs financiers non courants	5	7 438	4 635	8 217
Impôts différés	6	13 244	13 184	21 180
Total de l'actif non courant		67 245	65 362	77 207
Stocks et en-cours		2 345	1 920	1 771
Clients et autres débiteurs	7	116 018	129 126	122 788
Instruments financiers dérivés	8	151		1 524
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	33 653	47 433	48 215
Total de l'actif courant		152 167	178 479	174 298
TOTAL DE L'ACTIF		219 412	243 841	251 505

PASSIF

En milliers €		Au 30/06/2010	Au 31/12/2009	Au 30/06/2009
Capital social		31 533	31 533	31 533
Primes liées au capital		46 671	46 671	46 671
Actions propres		-3 690	-3 654	-3 633
Réserves consolidées		-26 961	-14 921	2 651
Total des capitaux propres du groupe	10	47 553	59 629	77 222
Intérêts minoritaires		443	435	365
Total des capitaux propres		47 996	60 064	77 587
Provisions non courantes	11	4 501	5 113	7 125
Avantages du personnel	11	7 971	7 145	6 992
Emprunts et passifs financiers	12	10 758	10 475	12 059
Passifs d'impôts différés	13	120	136	9
Autres passifs non courants	13	916	813	810
Total du passif non courant		24 266	23 682	26 995
Provisions courantes	11	2 282	2 127	3 544
Concours bancaires courants	12	1 791	2 341	2 812
Autres emprunts et passifs financiers	12	1 656	1 924	870
Fournisseurs et autres créditeurs	13	137 047	150 848	139 338
Instruments financiers dérivés	8	4 374	2 855	359
Total du passif courant		147 150	160 095	146 923
TOTAL DU PASSIF		219 412	243 841	251 505

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES

En milliers €	Note	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Chiffre d'affaires		94 996	205 566	108 361
Autres produits de l'activité		222	1 912	1 199
Produits des activités ordinaires		95 218	207 478	109 560
Achats et charges externes		-30 646	-84 653	-46 474
Impôts, taxes et versements assimilés		-1 335	-4 006	-2 338
Charges de personnel		-63 628	-119 762	-61 314
Autres charges d'exploitation		-345	-1 371	-1 098
Amortissements	14	-2 159	-3 380	-1 679
Provisions	14	-2 153	3 706	817
Marge opérationnelle		-5 048	-1 988	-2 526
Autres produits opérationnels		1 430	5 968	2 903
Autres charges opérationnelles	16	-4 231	-15 134	-4 298
Résultat opérationnel		-7 849	-11 154	-3 921
Résultat financier	15	-1 850	-643	-1 165
RESULTAT AVANT IMPÔTS DES ACTIVITES POURSUIVIES		-9 699	-11 797	-5 086
Impôt sur le résultat	17	-1 220	-8 855	-329
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		-19	-62	-7
Résultat généré par les activités poursuivies		-10 938	-20 714	-5 422
Résultat des activités cédées		-4	-166	-121
RESULTAT NET		-10 942	-20 880	-5 543
- dont intérêts minoritaires		124	100	31
- dont part du groupe		-11 066	-20 980	-5 574
Résultat net par action		-1.82	-3.44	-0.91
Résultat net dilué par action		-1.65	-3.11	-0.83
Résultat net des activités poursuivies		-1.82	-3.42	-0.89
Résultat net dilué des activités poursuivies		-1.65	-3.09	-0.81

ETATS CONSOLIDES DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers €	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat net consolidé	-10 942	-20 880	-5 543
Autres éléments du résultat global :			
- Réévaluation à la juste valeur des couvertures de flux futurs	-597	-2 085	-590
- Ecart de change sur conversion des activités à l'étranger	-2 165	492	313
- Changements d'hypothèses actuarielles	-717		
- Financement investissement net dans filiale étrangère	2 619	-827	
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres	- 860	-2 420	-277
Résultat net global	-11 802	-23 300	-5 820
- dont part du groupe	-11 933	-23 400	-5 851
- dont part des minoritaires	131	100	31

TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers €		1er semestre 2010	Année 2009	1er semestre 2009
Résultat net consolidé		-10 942	-20 880	-5 543
Résultat net des activités abandonnées		4	166	121
Résultat net consolidé des activités poursuivies		-10 938	-20 714	-5 422
Produits et charges n'ayant pas entraîné de flux de trésorerie :				
-Quote-part des sociétés mises en équivalence		19	62	7
- Amortissements et provisions		1 779	-588	1 136
-Provisions sur Impôts Différés Actifs			7 881	
- Résultats sur cessions d'actifs immobilisés		76	1 199	1 058
- Charges et produits calculés liés aux stocks-options & actions gratuites			189	94
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		692	3 432	1 072
Coût de l'endettement financier net		1 846	605	1 057
Charge d'impôts hors provision et dépréciation d'IDA		1 220	973	329
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	A	- 5 304	-6 961	-669
Impôts versés	B	-1 236	-832	-454
Variation du BFR lié à l'ensemble de l'activité		-3 214	14 056	-5 428
Variation du BFR lié aux activités cédées		-4	-166	-121
Variation du BFR lié aux activités poursuivies	C	-3 218	13 890	5 307
<i>Dont variation du BFR courant</i>				<i>8 681</i>
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	D=A+B+C	-9 758	6 097	4 184
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-1 371	-3 554	-1 911
Encaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		200	809	656
Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers		-22	-426	-53
Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers		68	555	54
Incidence des variations de périmètre (trésorerie d'ouverture)				
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	E	-1 125	-2 616	- 1254
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		23	12 138	12 281
Remboursements d'emprunts (y compris location financement)		-55	-16 005	-15 632
Augmentations de capital				
Achats d'actions d'autocontrôle		-650	-1 632	-920
Ventes d'actions d'autocontrôle		585	1 532	866
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère				-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-123	-135	-135
Couverture de l'investissement net dans une filiale étrangère consolidée		2 619	-754	
Coût endettement financier net versé		-759	-1 489	-882
Autres produits et charges financières		-1 089	884	-175
Incidence des activités destinées à la vente				
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	F	551	-5 461	-4 597
Incidence des variations du cours des monnaies étrangères	G	-2 897	245	243
Incidence du reclassement en activités destinées à la vente	H			
Variation nette de trésorerie	I=D+E+F+G+H	-13 229	-1 735	-1 424
Trésorerie en début de période	J	45 091	46 826	46 826
Trésorerie en fin de période (note 9)	K=I+J	31 862	45 091	45 402

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers €	Capital	Primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Total -part du Groupe	Part des Minoritaires	Capitaux propres consolidés
Situation au 1er janvier 2009	31 533	46 670	9 360	-951	-3 593	83 019	469	83 488
Résultat net de la période			-5 574			-5 574	31	-5 543
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-590	313		-277		-277
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	-6 164	313		-5 851	31	-5 820
Augmentation de capital de la société mère								
Variation des titres d'autocontrôle					-40	-40		-40
Distribution de dividendes							-135	-135
Variation de périmètre								
Actions gratuites			94			94		94
Autres								
Situation au 30 juin 2009	31 533	46 670	3 290	-638	-3 633	77 222	365	77 587
Résultat net de la période			-15 406			-15 406	70	-15 336
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-2 322	179		-2 143		-2 143
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-17 728	179		-17 549	70	-17 479
Augmentation de capital de la société mère								
Variation des titres d'autocontrôle					-21	-21		-21
Distribution de dividendes								
Variation de périmètre								
Actions gratuites			95			95		95
Autres			-118			-118		-118
Situation au 31 décembre 2009	31 533	46 670	-14 461	-459	-3 654	59 629	435	60 064
Résultat net de la période			-11 066			-11 066	124	-10 942
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			1 305	-2 172		-867	7	-860
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			- 9 761	-2 172		-11 933	131	-11 802
Augmentation de capital de la société mère								
Variation des titres d'autocontrôle					-37	-37		-37
Distribution de dividendes							-123	-123
Variation de périmètre								
Actions gratuites								
Autres			-106			-106		-106
Situation au 30 juin 2010	31 533	46 670	-24 328	-2 631	-3 691	47 553	443	47 996

Préambule

Le groupe CS Communication & Systèmes (CS) est concepteur, intégrateur et opérateur de systèmes critiques, il intervient sur l'ensemble de la chaîne de valeur de ses clients.

CS Communication & Systèmes, société mère du groupe est une société anonyme de droit français dont le siège social est à Paris, 54-56 avenue Hoche. CS est cotée à Paris sur le marché Eurolist d'Euronext (code ISIN FR0010221481).

Les comptes consolidés semestriels ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de CS réuni le 31 août 2010.

Faits marquants

Néant

Note 1 : Principes et méthodes comptables utilisés

1.1 Référentiel comptable

Le rapport intermédiaire du 1^{er} semestre a été préparé conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes. Ces comptes consolidés résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2009.

Les principes comptables appliqués sont identiques à ceux utilisés dans les comptes annuels de décembre 2009.

A compter du 1er janvier 2010 les normes, amendements et interprétations adoptés dans l'Union européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts sont les suivants :

-La norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises » révisée est applicable à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition est le 1^{er} janvier 2010 ou une date postérieure.

-La norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » révisée est applicable à compter du 1^{er} janvier 2010.

Ces nouvelles normes n'ont pas d'impact sur les états financiers du Groupe au 30 juin 2010. L'application de ces deux normes révisées constitue un changement de méthode comptable.

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune des normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010. Ils ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Pour l'établissement des rapports financiers intermédiaires et conformément à la norme IAS34.41, le recours à des méthodes d'estimation est plus important que lors de la préparation des rapports financiers annuels.

Le groupe tient également compte des positions adoptées par le Syntec-Informatique, organisation représentant les principales sociétés de conseil et de services informatiques en France, sur les modalités d'application des normes IFRS aux entreprises du secteur.

Rappel sur le traitement comptable de la CVAE (Cotisation Sur La Valeur Ajoutée des Entreprises).

En ce qui concerne la composante CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) de la Contribution Economique Territoriale (CET), nouvel impôt introduit en France par la Loi de finances pour 2010, le Groupe a décidé depuis le 31 décembre 2009 de la qualifier d'impôt sur le résultat afin d'assurer une cohérence avec le traitement comptable de taxes similaires dans d'autres pays étrangers déjà analysées comme relevant du champ d'application de la norme IAS 12. Au titre de ce la CVAE, 836 k€ ont été comptabilisés en « Impôt sur les Résultats ».

1.2 Saisonnalité

Les chiffres d'affaires et les résultats opérationnels intermédiaires sont caractérisés par une saisonnalité d'amplitude variable selon les années liée à un haut niveau d'activité du dernier mois de l'année.

Note 2 : Evolution de périmètre

Au 1^{er} semestre 2010

Entrées : néant

Sorties : néant

En 2009

Entrées : néant

Sorties : la société CSTI a été liquidée fin octobre 2009.

Note 3 : Secteurs opérationnels

Pour mémoire, le Groupe a appliqué la norme IFRS 8 «Secteurs opérationnels» pour la première fois au 30 juin 2009.

Un secteur opérationnel est une composante du groupe pour laquelle des informations sont disponibles en interne.

Les informations présentées sont donc fondées sur le reporting interne utilisé par la direction pour l'évaluation de la performance des différents secteurs. Les informations publiées issues du reporting interne sont établies en conformité avec le référentiel IFRS. Le résultat sectoriel de référence est la marge opérationnelle.

Depuis le 31 décembre 2009 les activités du groupe sont regroupées en 4 domaines principaux :

- Défense, Espace et Sécurité. Ce secteur fédère les compétences du groupe en systèmes d'information et de communication pour le déploiement des systèmes critiques de défense et de sécurité (contrôle aérien, centres de commandement, liaisons tactiques, soutien logistique, renseignement, ...) et Espace (centre de contrôle et de mission, mécanique spatiale,...).
- Aéronautique, Energie & Industrie. Dans la chaîne de valeur aéronautique, le groupe CS conduit des projets complexes tels que le développement, l'intégration et le maintien des systèmes embarqués temps réel critiques et des systèmes d'information techniques. Dans le secteur de l'énergie et de l'industrie, le groupe est un partenaire de confiance dans les domaines de la simulation, du calcul haute performance, de la sûreté, de la gestion des risques nucléaires et de l'informatique industrielle.
- Transport. Le groupe propose une gamme complète d'équipements, de système et de services dans le domaine du péage routier : systèmes clés en main de péages traditionnels «stop & go», télé-péage et «free-flow », y compris la gestion de la maintenance des équipements, des abonnements et de la relation client, de l'intégration à l'exploitation et au maintien en condition opérationnelle.
- Produits. Cette activité regroupe les produits logiciels et matériels, en particulier dans le domaine des liaisons de données tactiques (TACTX), de la réalité virtuelle (VGéo, Vertigo, Inscape) et de la guerre électronique (produits d'interceptions).

Les goodwill et actifs amortissables affectés aux secteurs opérationnels font l'objet d'un test de dépréciation à chaque clôture annuelle conformément aux obligations de la norme IFRS 8. Dans le cas où l'environnement économique évoluerait défavorablement ceci pourrait conduire à des dépréciations lors de la revue détaillée qui sera menée pour la clôture annuelle. Le groupe n'a pas identifié de perte de valeur au 30/06/2010 qui conduirait à procéder à un test de dépréciation à cette date.

Au 30 juin 2010 (en milliers €)	Défense, Espace et Sécurité	Aéronautique, Energie, Industrie	Produits	Transport	Autres et éliminations	Total
Chiffre d'affaires	41 720	34 152	5 655	14 010	-541	94 996
Marge opérationnelle	-3 313	362	-580	-1 337	-180	-5 048
Autres charges et produits opérationnels						-2 801
Résultat financier						- 1850
Impôts et mises en équivalence						-1 239
Résultat des activités poursuivies						-10 938
Résultat des sociétés cédées						-4
Résultat net global						-10 942
Goodwill	8 014	24 616	3 330	152		36 112
Besoin en Fonds de roulement (courant)	- 2 164	- 10 560	-1 094	2 464	- 12 589	- 23 944

Au 30 juin 2009 (en milliers €)	Défense, Espace et Sécurité	Aéronautique, Energie, Industrie (1)	Produits (1)	Transport	Autres et éliminations (3)	Total
Chiffre d'affaires	49 619	34 161	5 235	18 309	1 038	108 362
Marge opérationnelle	-762	1 345	-31	-2 344	-733	-2 525
Autres charges et produits opérationnels						-1 395
Résultat financier						-1 165
Impôts et mises en équivalence						-337
Résultat des activités poursuivies						-5 422
Résultat des sociétés cédées						-121
Résultat net global						-5 543
Goodwill (selon ventilation 31/12/09)	8 014	24 616	3 330	152		36 112
Besoin en Fonds de roulement (courant)	5 009	- 15 650	- 931	9 675	- 12 536	-14 433

(1) Suite au transfert de l'activité « Réalité Virtuelle » au secteur « Produits » en date du 31/12/2009, les répartitions sectorielles publiées au 30 juin 2009 (Chiffre d'affaires RV : + 2 079K€ et Marge Opérationnelle RV :-239K€) ont été reconstituées et sont présentées à périmètre comparable avec la ventilation du 30 juin 2010.

Au 31 décembre 2009 (en milliers €)	Défense, Espace et Sécurité	Aéronautique, Energie, Industrie (2)	Produits (2)	Transport	Autres et éliminations (3)	Total
Chiffre d'affaires	92 875	67 738	11 967	31 923	1 063	205 566
Marge opérationnelle	-2 046	4 289	1 262	-4 715	-778	-1 988
Autres charges et produits opérationnels						-9 166
Résultat financier						-643
Impôts et mises en équivalence						-8 917
Résultat des activités poursuivies						-20 714
Résultat des sociétés cédées						
Résultat net global						-20 880
Goodwill	8 014	24 616	3 330	152		36 112
Besoin en Fonds de roulement (courant)	2 373	-14 265	-592	460	-11 582	-23 606

(2) Suite au transfert de l'activité « Réalité Virtuelle » au secteur « Produits » en date du 31/12/2009, les répartitions sectorielles publiées au 31 décembre 2009 (Chiffre d'affaires RV : + 4 599K€ et Marge Opérationnelle RV :+289K€) ont été reconstituées et sont présentées à périmètre comparable avec la ventilation du 30 juin 2010.

(3) dont coûts de réalisation d'un démonstrateur et de spécification de système pour un important projet à l'export dont les négociations contractuelles ont été rompues au cours du 1^{er} semestre 2009. Les impacts sur la marge opérationnelle sont de -628 K€ au 30 juin 2009 et -674K€ au 31 décembre 2009.

Note 4 : Titres mis en équivalence

Montants retenus dans les comptes consolidés

	Au 30/06/2009			Au 31/12/2009		
	% détenu	Situation nette (en milliers €)	Résultat (en milliers €)	% détenu	Situation nette (en milliers €)	Résultat (en milliers €)
CenProCS Airliance	33.33	52	4	33.33	47	-1
BetEireFlow	20	0	0	20	0	0
ADCS	51	34	-23	51	58	-61
Total		86	-19		105	-62

Le groupe n'a pas d'obligation légale ou implicite d'effectuer des paiements complémentaires au titre d'une entreprise associée dont la situation nette est négative, aucun passif n'est enregistré à ce titre.

Note 5 : Actifs financiers disponibles à la vente, prêts et créances

Au 30/06/2010 (en milliers €)	Prêts et autres créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés «couverture de flux de trésorerie»	Instruments dérivés “détenus à des fins de transaction”	Total
Actifs financiers non courants	6 062	1 376			7 438
Clients et autres débiteurs	116 018				116 018
Instruments financiers dérivés			151		151
Trésorerie et équivalents de trésorerie	33 653				33 653
Total actifs financiers	155 733	1 376	151		157 260

Au 31/12/2009 (en milliers €)	Prêts et autres créances	Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés «couverture de flux de trésorerie»	Instruments dérivés “détenus à des fins de transaction”	Total
Actifs financiers non courants	3 265	1 370			4 635
Clients et autres débiteurs	129 126				129 126
Instruments financiers dérivés					0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	47 433				47 433
Total actifs financiers	179 824	1 370			181 194

Evolution des actifs financiers non courants

Evolution en 2010 (en milliers €)	Prêts et autres créances	Actifs financiers disponibles à la vente ¹	Instruments dérivés	Total
Valeur brute				
A l'ouverture de l'exercice	5 595	6 972		12 567
Acquisitions et augmentations	3 256	7		3 263
Cessions	-67			-67
Revalorisations				
Transferts en actifs financiers courants				
Conversion et variation de périmètre	40			40
Au 30/06/2010	8 824	6 979		15 803
Provisions				
A l'ouverture de l'exercice	2 330	5 602		7 932
Dotation nette de l'exercice	432	1		433
Au 30/06/2010	2 762	5 603		8 365
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	3 265	1 370		4 635
Valeur nette au 30/06/2010	6 062	1 376		7 438

L'article 5 de la Loi de Finances pour 2010 a permis d'obtenir le paiement immédiat des créances de Crédit Impôt Recherche figurant au 31/12/2009 au bilan des entreprises. En l'absence de texte réglementaire au 30 juin confirmant le remboursement du CIR né en 2010 au cours du premier semestre 2011, la créance CIR au 30 juin est classée en créance à long terme.

Principaux titres disponibles à la vente (En milliers €)	% de participation au 30/06/2010	Valeur nette au 30/06/2010	Valeur nette au 31/12/2009
CEP Périgueux	16,9	686	686
Sofema	0,3	331	331
Plessis 22	99,9	29	29
Sofresa	1,0	23	23
ODAS	1,0	300	300
Divers		7	1
Total		1 376	1 370

Note 6 : Impôts différés actifs

(En milliers €)	Au 30/06/2010	Au 31/12/2009	Au 30/06/2009
Non courants	13 244	13 184	21 180
Courants	-	-	-

Au 30 juin 2010, le business plan n'a pas fait l'objet de réactualisation et les montants brut et net de l'IDA des sociétés françaises n'ont pas été modifiés.

Note 7 : Clients et autres débiteurs courants

(En milliers €)	Clients	Avances versées	Autres créances d'exploitation	Autres comptes de régularisation	Total
Au 30/06/2010					
Brut	112 038	593	7 841	2 495	122 966
Net	105 437	593	7 494	2 495	116 018
Au 31/12/2009					
Brut	116 387	2 035	14 944	2 206	135 569
Net	110 373	1 942	14 605	2 206	129 126
Au 30/06/2009					
Brut	114 803	713	7 768	3 462	126 746
Net	111 489	713	7 124	3 462	122 788

Les créances clients (factures à émettre TTC) à plus d'un an sont les suivantes (en K€) :

Au 30/06/2010	Au 31/12/2009
17 042	25 153

Ces créances clients à plus d'un an ne résultant pas d'une transaction de financement ne sont donc pas actualisées. Il s'agit de factures à émettre liées aux modalités de détermination du chiffre d'affaires et du résultat décrits en note 1.6 aux comptes consolidés 2009.

Note 8 : Instruments financiers dérivés

Certains grands contrats prévoient une révision des prix partiellement liée à l'évolution de l'indice INSEE du cuivre et de l'aluminium. Compte tenu de la volatilité de cet indice, la révision de prix potentielle a été couverte, pour la part à facturer jusqu'à mi 2011, par négociation sur le LME de contrats de vente à terme pour un sous-jacent total, au 30/06/2010, de 7 M€ (cuivre 5,9M€ et aluminium 1,1M€). Le montant des contrats de vente à terme était de 10.25 M€ fin 2009.

Juste valeur des instruments dérivés

En milliers €	30/06/2010			31/12/2009		
	Actif	Passif	Dont juste valeur comptabilisée en capitaux propres	Actif	Passif	Dont juste valeur comptabilisée en capitaux propres
Couverture de taux d'intérêts		211	-211		133	-133
Couverture de change	151	1 201	-858		213	-300
Couverture indexation des prix		2 962	-634		2 509	-594
Total	151	4 374	-1 703		2 855	-1 027

La juste valeur des instruments est fournie par les contreparties bancaires.

Note 9 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie mentionnée dans le tableau de flux de trésorerie consolidés est composée de :

En milliers €	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Concours bancaires courants	-1 791	-2 341	-2 812
Banques	19 547	26 986	19 519
Equivalents de trésorerie (Valeurs de placement)	14 106	20 446	28 695
Trésorerie en fin de période	31 862	45 091	45 402

Les valeurs de placement sont représentées essentiellement par des Sicav monétaires euro.

Note 10 : Capitaux propres

Nombre d'actions de 5€ composant le capital social	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
A l'ouverture	6 306 553	6 306 553	6 306 553
Augmentation du capital en numéraire ou autre	-	-	-
Exercice de bons de souscription	-	-	-
-Levées d'options	-	-	-
A la clôture	6 306 553	6 306 553	6 306 553

Un droit de vote double est accordé lorsqu'il est justifié d'une inscription au nominatif au nom du même actionnaire depuis plus de deux ans.

Le capital est composé exclusivement des éléments tels que présentés au bilan. Il n'existe pas de dettes financières considérées comme du capital, et, inversement, il n'y a pas de composants de capitaux propres considérés comme ne constituant pas du capital.

Actions propres :

	Quantité	Valeur-K€
Au 01/01/2009	187 083	3 593
Acquisitions	142 073	920
Cessions	-122 809	-880
Au 30/06/2009	206 347	3 633
Acquisitions	82 947	713
Cessions	-77 088	-692
Au 31/12/2009	212 206	3 654
Acquisitions	89 709	650
Cessions	-79 941	-614
Au 30/06/2010	221 974	3 690

La situation des Bons de Souscription d'Actions Remboursables est la suivante :

	BSAR A	BSAR B
Nombre de BSAR émis en 2006	165 000	165 000
BSA créés	-	-
BSA exercés en 2008	-7	-7
BSA venus à expiration	-	-
Nombre de BSA au 31/12/2009	164 993	164 993
BSA créés	-	-
BSA exercés	-	-
BSA venus à expiration	-	-
Nombre de BSA au 30/06/2010	164 993	164 993
Parité	1/1	1/1
Date de validité	09/12/2011	09/12/2013
Prix d'exercice	41,69 €	45,48 €

Plans d'option d'achat ou de souscription d'actions :

	Options de souscription – 2001	Options d'achat – 2003 –1	Options d'achat – 2003 –2	Options d'achat – 2004
Date du conseil d'administration	18-12-2001	13-01-2003	05-09-2003	25-11-2004
Dispositions d'acquisition des droits/	Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté dans le groupe	Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté depuis l'attribution des options	Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté depuis l'attribution des options	Au prorata 1/12 ^e de la quotité après chaque trimestre d'ancienneté depuis l'attribution des options
Nombre maximum d'options offertes à l'origine	527 840	20 000	19 000	2 500
Options détenues par les mandataires sociaux	240 700	0	0	0
Délai maximum d'exercice des options	18-12-2011	13-01-2013	05-09-2013	25-11-2014
Prix de souscription ou d'achat	15,25	15,25	15,25	26,00
Options de souscription ou d'achat restantes au 31/12/2009	298 915	18 700	4 000	2 500
Variation du nombre d'options au cours du 1 ^{er} semestre 2010				
Options de souscription ou d'achat restantes au 30/06/2010	298 915	18 700	4 000	2 500

Attributions d'actions gratuites :

Date du Conseil d'Administration	28/04/2008	28/04/2008	01/02/2006
Nombre de bénéficiaires	4	4	1
Nombre maximum d'actions attribuées	16 200	16 200	12 984
Début de la période d'acquisition	28/04/2008	28/04/2008	01/02/2006
Expiration de la période d'acquisition	28/04/2010	28/04/2010	31/01/2008
Expiration de la période de conservation	28/04/2012	28/04/2012	01/02/2010
Condition	Performance individuelle	Performance boursière	Performance boursière
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	11,50	10,85	34,65
Actions attribuables à l'expiration de la période d'acquisition	4 588		8 983

Le groupe évalue, à la date d'attribution effective, le montant représentatif de l'avantage consenti aux bénéficiaires. La charge qui en résulte est étalée sur la durée d'acquisition des droits et est incluse dans les autres charges opérationnelles.

En application de la Loi 2006-1770 du 30/12/2006, les dirigeants de CS bénéficiant d'attribution d'actions gratuites doivent conserver, à l'issue de la période d'acquisition, au nominatif pur, au minimum 20% de leurs actions et ce jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

Note 11 : Provisions non courantes et courantes et avantages du personnel

Evolution des provisions :

Au cours du 1^{er} semestre 2010 (En milliers €)	Au 31/12/09	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Variation périmètre et divers	Au 30/06/010
Restructurations	1 020	589	-436	-140		1 033
Affaires (pénalités, risques, garanties,...)	659	137	-336		5	465
Litiges et risques divers	2 988	122	-561		4	2 553
Pertes à terminaison ⁽¹⁾	2 127	146	-9		18	2 282
Impôts	446	6	-4		1	449
Total	7 240	1 000	-1 346	-140	28	6 782

Au cours de l'année 2009 (En milliers €)	Au 31/12/08	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Variation périmètre et divers	Au 31/12/09
Restructurations	504	1 020	-504			1 020
Affaires (pénalités, risques, garanties,...)	1 326	401	-1 084		16	659
Litiges et risques divers	5 138	742	-2 731	-161		2 988
Pertes à terminaison (1)	2 857	1 218	-1 960		12	2 127
Impôts	437	41	-37		5	446
Total	10 262	3 422	-6 316	-161	33	7 240

⁽¹⁾ Compte tenu de l'incertitude sur les dates d'utilisation des provisions, seules les provisions pour pertes à terminaison sont classées en provisions non courantes (2 282K€ fin juin 2010 et 2 127K€ fin 2009).

Le montant provisionné le plus élevé au titre d'un litige est de 1 M€ à fin juin 2010 (1M€ fin 2009).

Projet SR 125

En avril 2004 la filiale américaine, Intrans Group Inc., a signé un contrat avec la société South Bay Expressway L.P. (SBX) concernant le design, l'installation et la mise en service d'un système de péage sur l'autoroute SR 125 à San Diego, en Californie. Le contrat prévoyait le calendrier de mise à disposition des aires par SBX afin d'y installer la cinquantaine de péages. Ce calendrier, a subi un retard de 15 à 17 mois.

Afin de rattraper ce retard SBX demanda à Intrans un programme d'accélération du planning et fin 2005 la date d'installation finale fut repoussée d'octobre 2006 à septembre 2007. SBX demanda à Intrans d'installer les péages de manière aléatoire en fonction des aires disponibles et un avenant fut signé le 6 juin 2007 prévoyant un nouveau plan d'accélération et les modalités de facturation des surcoûts correspondants. De nouveaux dérapages de planning dus à SBX amenèrent à repousser à nouveau cette date d'installation finale à début 2008 Intrans réussit à tenir l'objectif d'ouverture au public de l'autoroute et, cependant, SBX a suspendu les paiements prévus dans l'avenant au motif que les factures n'étaient pas suffisamment détaillées et a rendu très difficile les travaux de finalisation et la réalisation des tests du système.

Au cours de l'année 2009, Intrans et SBX ont tenté vainement de trouver un accord sur un protocole de recette finale du système. SBX refusant notamment toutes les procédures de médiation amiables proposées, Intrans a donc déposé 2 réclamations auprès de l'organisme arbitral JAMS de San Diego. Le total actuel des réclamations, hors frais de procédure, s'élève à 9 M\$.

SBX a alors résilié le contrat et tenté plusieurs procédures visant à retarder la demande d'arbitrage. Toutes ces procédures ont été rejetées par les juridictions californiennes. Notre réclamation a été jointe, début 2010, par le JAMS, à notre demande, à celle du génie civiliste ORC permettant le démarrage de l'arbitrage dont la décision n'est pas attendue avant la fin 2011.

Le Groupe Macquarie, groupe dont fait partie SBX, a mentionné dans son prospectus de juin 2009 qu'il avait déprécié la totalité des titres SBX, que sa filiale renégociait ses prêts avec les banques et qu'en cas d'échec, elle était susceptible de se déclarer en cessation de paiement. En vue de rehausser le rang de sa créance, Intrans a déposé à la mi février 2010 une demande de sûreté («mechanics lien») et a aussi décidé d'entamer une procédure de saisie («foreclosure») sur le même fondement juridique que celui invoqué par ORC.

Le 22 mars 2010, SBX s'est placé sous la protection du «chapter 11» réduisant les chances de recouvrement de notre réclamation de 9M\$. En conséquence, malgré notre demande de «mechanics lien» (rehaussement du rang de notre créance), la créance inscrite au bilan de notre filiale Intrans a été dépréciée dans les comptes clos au 31 décembre 2009

A la date d'arrêté des comptes, il n'existe toujours aucune contre-réclamation déposée par SBX. Au cours du premier semestre 2010 aucune évolution déterminante n'est à noter sur ce litige.

Litige avec BT France concernant la vente du pôle Infrastructures Critiques

La filiale CSSI a, le 27 novembre 2009, reçu de la société BT France SA une réclamation au titre de sa garantie de passif pour un montant estimé par BT France à 1,7 M€.

La totalité des risques sur litiges a été évaluée et a fait l'objet de provisions dans les comptes, quand jugé approprié.

Avantages du personnel

Evolution

En milliers €	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Frais de santé des anciens salariés	1 604	1 498	1 434
Indemnités de départ en retraite et assimilés	6 367	5 647	5 558
Total	7 971	7 145	6 992

Les principales hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements de retraites sont les suivantes :

	2010	2009	2008
Taux d'actualisation	4,40	5,25	5,25
Taux d'augmentation des salaires	2,00	2,00	2,00

Le groupe étant essentiellement implanté en zone euro, un seul taux d'actualisation est retenu. Le taux d'actualisation est obtenu par référence au taux de rendement des obligations des entreprises de première catégorie en retenant une maturité équivalente à celle de l'engagement de retraite.

Note 12 : Passifs financiers

En milliers €	30/06/2010		31/12/2009		30/06/2009	
	Non courant	Courant	Non courant	Courant	Non courant	Courant
Emprunt obligataire	-	-	-	-	-	-
Emprunts bancaires et autres	10 758	1 638	10 475	1 857	12 041	704
Emprunts liés aux contrats de location-financement		18		67	18	166
Soldes créditeurs de banques		1 791		2 341	-	2 812
Total emprunts et dettes financières	10 758	3 446	10 475	4 265	12 059	3 682

Echéancier des emprunts financiers non courants (en milliers €)	30/06/2010			31/12/2009			30/06/2009		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunt obligataire	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts bancaires et autres	10 758	10 758	-	10 475	10 475	-	12 041	12 041	-
Endettement lié au retraitement des contrats de location-financement	-	-	-	-	-	-	18	18	-
Total	10 758	10 758	-	10 475	10 475	-	12 059	12 059	-

En milliers €	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Emprunts et dettes financières	-14 204	-14 740	-15 741
Banques et équivalents de trésorerie	33 653	+47 433	+48 215
Trésorerie nette des dettes financières (+) ou endettement net (-)	+19 449	+32 693	+32 474

Emprunt 2009 auprès de plusieurs banques :

Le 15 juin 2009, CS a souscrit un emprunt de 12 000 000 € dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Modalités de remboursement :

Le 15/07/2010	1 600 000 €
Le 15/07/2011	4 000 000 €
Le 15/07/2012	6 400 000 €

Taux d'intérêt facial : Euribor 3 mois + 2,20 %

Taux d'intérêt après couverture : 4,30 %

La convention signée avec les banques est assortie d'un engagement de respect de ratios financiers. La dette devient immédiatement et de plein droit exigible en cas de non respect des engagements suivants :

- « Leverage ratio » (dette financière brute/ EBITDA) : calculé annuellement sur la base des comptes consolidés et dont le résultat doit être compris entre 0 et 2,5.
- Ratio de trésorerie (Trésorerie disponible active – Emprunts et dettes) : calculé semestriellement sur la base des comptes consolidés et dont le résultat doit être supérieur à 0.

A la date d'arrêté des comptes le ratio semestriel est respecté.

Les principaux outils de financement sont les suivants :

(En milliers €)	30/06/2010		31/12/2009		30/06/2009	
	Plafond de financement	Trésorerie utilisée	Plafond de financement	Trésorerie utilisée	Plafond de financement	Trésorerie utilisée
Concours bancaires courants	5 700	1 791	6 600	2 341	7 500	2 812
Emprunts moyen et long terme	404	404	408	408	1 022	1 022
Cessions de créances Loi Dailly (Oseo-Bdpme)	8 000	0	8 000	0	8 000	0
Affacturation ⁽¹⁾	36 000	11 000	36 000	7 027	36 000	11 023
Cession de créances sans recours	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

⁽¹⁾ Eurofactor et Commerzbank

Le groupe n'utilise pas l'intégralité des droits de tirage offerts par les créances cédées.

Affacturation :

Fin 2005, CSSI a signé une convention d'affacturation avec Eurofactor. Cette convention prévoit que lorsque le défaut de paiement du débiteur est lié à son insolvabilité, le risque est supporté par la société d'affacturation dans la limite d'un montant garanti. La filiale Diginext a également conclu en 2006 une convention d'affacturation similaire.

Le 26 juin 2006, une convention de cession de créances professionnelles a été signée avec Commerzbank AG.

Total affacturation (en milliers €)	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2008
Créances cédées à Eurofactor	13 737	17 469	13 690
Dont créances cédées non garanties	835	1 161	1 084
Réserves / garanties	387	489	252
Créances cédées à Commerzbank	11 000	7 027	7 733

Le risque principal, risque de défaillance ou d'insolvabilité, ayant été transféré, ces créances ont été déconsolidées.

Ces deux lignes sont rémunérées à taux variables indexés soit sur l'Eonia soit sur l'Euribor 3 mois.

Financement Dailly :

Le financement Loi Dailly obtenu auprès de Oseo-Bdpme et l'affacturage non garanti font l'objet du retraitement suivant dans les comptes consolidés (en milliers €) :

En milliers €	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Clients et comptes rattachés	+1 724	+2 182	+2 740
Autres créances	-25	-30	-22
Découverts bancaires courants	-1 699	-2 152	-2 718
Trésorerie			

La convention signée avec Commerzbank est assortie d'un engagement de respect de ratios financiers. Au 30 juin les engagements pris ont été respectés.

Note 13 : Autres passifs courants et non courants

En milliers €	Au 30/06/2010	Au 31/12/2009	Au 30/06/2009
Passifs non courants :			
Impôts différés	120	136	9
Autres	916	813	810
Total	1 036	949	819
Passifs courants :			
Avances et acomptes reçus	19 965	20 765	11 332
Fournisseurs	27 682	33 640	36 029
Dettes d'exploitation diverses ⁽¹⁾	63 229	63 692	66 264
Dettes sur immobilisations	46	47	46
Dettes diverses	2 132	2 658	3 151
Produits constatés d'avance	23 994	30 046	22 516
Total	137 048	150 848	139 338

⁽¹⁾ Sous cette rubrique figurent essentiellement la TVA sur les créances clients non encaissées, la TVA sur les factures clients à établir, la TVA due au titre du dernier mois, les dettes sociales (personnel, congés payés, organismes sociaux, ...). Les impôts directs exigibles sont négligeables.

Note 14 : Amortissements et provisions d'exploitation

En milliers €	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Dotations (-) nettes aux amortissements	-2 159	-3 380	-1 679
Dotations (-) / reprises (+) pour dépréciations	-2 202	2 349	+1 495
Dotations (-) / reprises (+) pour provisions	49	1 357	-678
Total	-4 312	326	-862

Note 15 : Résultat financier

En milliers €	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Coût de l'endettement financier brut	-1 077	-1 612	-964
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	318	123	82
Coût de l'endettement financier net	-759	-1 489	-882
Autres produits et charges financiers	-1 091	846	-263
Résultat financier	-1 850	-643	-1 165
Dont variation des justes valeurs des instruments de couverture sans flux de trésorerie	-2	-38	-108

Détail des autres produits et charges financiers :

En milliers €	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Dotations nettes	-89	26	39
Résultat de change et matières premières (y compris variation de juste valeur)	-1 125	589	-554
Dividendes	123	231	232
Total	-1 091	846	-283

Note 16 : Autres charges et produits opérationnels

Au 30/06/2010 –(en milliers €)	Produits	Charges	Net
Déménagements et locaux vides		-334	-334
Restructuration – personnel	1 226	-3 010	-1 784
Résultat de cession d'actifs	200	-276	-76
Litige sur affaire ¹		-583	-607
Autres	4	-28	-
Total	1 430	-4 231	-2 801

Exercice 2009 (en milliers €)	Produits	Charges	Net
Déménagements et locaux vides		-700	-700
Restructuration – personnel	1 034	-5 027	-3 993
Résultat de cession d'actifs	809	-802	7
Litige sur affaire ¹		-4 145	-4 145
Autres	4 125	-4 460	-335
Total	5 968	-15 134	-9 166

⁽¹⁾ Litige SR125 / Intrans : coûts d'arbitrage et de recouvrement de la créance, ainsi qu'en 2009, dépréciation sur créance SBX suite à son placement sous la protection du «chapter 11» - cf note 11.

Note 17 : Impôt sur les résultats

En milliers €	30/06/2010	31/12/2009
Résultat consolidé avant impôt	-9 704	-11 963
Taux d'imposition théorique	33,3%	34,3%
Produit/charge (-) d'impôt théorique (a)	+3 235	+ 4 103
Impôt sur les sociétés au compte de résultat	-1 220	- 8 855
Charges CVAE au compte de résultat	-828	
Impôt sur les sociétés filiales étrangères au compte de résultat (b)	-392	-832
Impôts différés		-8 023
Différence (a) – (b)	3 627	12 958
Produit d'impôt différé constaté afférent à la hausse du montant recouvrable au titre des 5 prochains exercices		
Dépréciation d'impôt différé constaté afférent à la hausse du montant recouvrable au titre des 5 prochains exercices		7 881
Déficit fiscal de l'exercice non activé	3 680	5 230
Autres (dont variation taux imposition filiales étrangères)	-53	-153
Total	3 627	12 958

Le Crédit d'Impôt Recherche est comptabilisé en minoration des charges de R&D (frais de personnel essentiellement).

Note 18 - Gestion des risques de marché

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risque de liquidité, risque de variation des flux de trésorerie dû à l'évolution des taux d'intérêt, risque de crédit, risque de change et risque de contrepartie.

A/ Risque de liquidité

Selon la définition donnée par l'Autorité des Marchés Financiers, le risque de liquidité se caractérise par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif et se traduit par l'impossibilité de rembourser les dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

La gestion du risque de liquidité implique le maintien d'un niveau suffisant de liquidités ainsi que la disponibilité de ressources financières appropriées grâce à des facilités confirmées.

L'endettement net négatif du groupe constaté lors des dernières clôtures comptables ne signifie pas l'absence de tout besoin de financement temporaire pour faire face aux variations des flux d'exploitation. Ce financement est assuré par les lignes de concours bancaires courants, le recours à l'affacturage et à la cession de créances. Par nature, le montant utilisé est plafonné par le volume de créances émises et non encaissées. Les lignes à durée indéterminée dont dispose le groupe sont dimensionnées pour être suffisantes et le volume de créances disponibles les ont historiquement rarement dépassé (dépassement ponctuel de la ligne Commerzbank pour 2 352 k€ le 30 juin 2010). Une éventuelle faiblesse de la facturation limiterait toutefois la capacité du groupe à financer temporairement les dettes.

Les clauses financières restrictives relatives aux moyens de financement (covenants) sont mentionnées en note 12.

B/ Risque de variation des flux futurs dû à l'évolution des taux d'intérêts

Le risque de taux d'intérêt provient essentiellement des emprunts. La gestion de l'exposition au risque de taux couvre deux types de risques :

- Un risque de prix sur les actifs et passifs financiers à taux fixe. En contractant une dette à taux fixe par exemple, le Groupe s'expose à une perte potentielle d'opportunité si les taux d'intérêts venaient à baisser. Toute variation des taux d'intérêts est susceptible d'avoir un impact sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe. Cette perte d'opportunité n'aurait toutefois aucun effet sur les produits et les charges financiers tels que présentés dans le compte de résultat consolidé et, en tant que tel, sur le résultat net futur du Groupe jusqu'à l'arrivée à échéance de ces actifs et passifs.
- Un risque de variation des flux de trésorerie sur les actifs et passifs à taux variable si les taux d'intérêt venaient à augmenter.

L'objectif principal de la gestion des taux d'intérêt de l'endettement du Groupe est de minimiser le coût de la dette et de le protéger des fluctuations des taux d'intérêt en contractant des « swaps » de taux variable contre taux fixe. Les instruments dérivés autorisés auxquels le Groupe a recours pour couvrir son endettement sont des contrats de swaps conclus avec des établissements financiers de premier ordre.

L'endettement à moyen et long terme (hors emprunt moyen / long terme) est représenté par des contrats (crédit-bail, location financière, etc.) à taux fixe qui ne sont de ce fait pas exposés au risque de taux d'intérêts.

L'endettement à court terme est intégralement constitué par la mobilisation de créances commerciales et l'utilisation de lignes de découvert. Leurs volumes d'utilisation faisant l'objet d'une forte variabilité en fonction des flux de trésorerie quotidiens, aucune couverture n'a été mise en place.

Trésorerie et endettement à taux variables :

Au 30/06/2010 (en K€)	Total	À – 1 an	De 2 à 5 ans
Actifs financiers	14 106	14 106	
Passifs financiers	-37 705	-27 305	-10 400
Position nette avant gestion	-23 599	-13 199	-10 400
Instruments financiers dérivés	12 010	1 610	10 400
Position nette après gestion	-11 589	-11 589	
Impact hausse de 1 point des taux d'intérêts	-116	-116	

Au 31/12/2009 (en K€)	Total	À - 1 an	De 2 à 5 ans
Actifs financiers	20 447	20 447	0
Passifs financiers	-37 668	-27268	-10 400
Position nette avant gestion	-17 221	-6 821	-10 400
Instruments financiers dérivés	11 991	1 591	10 400
Position nette après gestion	-5 230	-5 230	0
Impact hausse de 1 point des taux d'intérêts	-52	-52	0

L'indexation de l'emprunt moyen/long terme souscrit en juin 2009, décrite en note 12 sur les passifs financiers, sur un taux variable (Euribor trois mois) génère un risque financier en cas de hausse des taux. Ce risque a fait l'objet d'une couverture matérialisée par la mise en place d'un swap receveur de l'Euribor 3 mois et payeur d'un taux d'intérêts fixe de 2,10 %.

C/ Risque de contrepartie

Les concentrations de risques de crédit du Groupe ne sont pas significatives. La base de clientèle du groupe est constituée par de grands comptes, le risque d'insolvabilité ou de disparition du client est donc faible. De plus, près de la moitié du chiffre d'affaires est réalisé avec des administrations et des établissements publics, principalement en France.

Les procédures d'acceptation des clients et les analyses de risques de crédit qui y sont liées sont intégrées au processus global d'évaluation des risques mis en oeuvre tout au long du cycle de vie d'un contrat.

Les créances clients font l'objet d'analyses et de suivis spécifiques, principalement les créances dont l'échéance contractuelle est dépassée.

Le groupe CS ne consent aucun prêt significatif à des personnes physiques ou morales externes, employés ou entités dont il détiendrait des titres et qui ne seraient pas consolidés.

Seuls les établissements financiers de premier ordre sont utilisés par le Groupe dans le cadre des opérations de trésorerie et opérations sur instruments dérivés.

D/ Risque de change

Le Groupe est soumis à deux catégories de risques liées à l'évolution du taux de change :

- le risque de conversion des états financiers des activités réalisées dans des pays ayant une monnaie fonctionnelle différente de l'euro. Ce risque de change est cependant limité compte tenu de l'implantation géographique du groupe très majoritairement situé dans la zone euro.
- le risque transactionnel concernant les flux d'achats et de ventes dans des devises différentes de celle où l'opération est réalisée. Ce risque de change est cependant limité car chaque entité intervient très majoritairement dans son pays et sa devise. Les expositions résiduelles au risque de change sont principalement liées au dollar américain et réalisées par les sociétés françaises.

Le Groupe a mis en place des procédures de gestion des positions en devises résultant d'opérations commerciales et financières libellées en monnaies différentes de la monnaie locale de l'entité concernée. Conformément à ces procédures, toutes les expositions transactionnelles significatives doivent être couvertes dès leur survenance. Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe a recours à divers instruments financiers, notamment des opérations à terme et des options d'achat et de vente de devises.

Dans le cadre de sa politique de gestion du risque de change et de taux, le groupe est amené à conclure des contrats de couverture avec des établissements financiers de premier plan. A ce titre, le risque de contrepartie peut être considéré comme négligeable.

Au 30/06/2010 (En K€)	USD Dollars US	GBP Livres sterling	CAD Dollars canadiens	CLP Pesos chiliens	AED Dirhams emirati
Actifs	21 077	12	1 048	2 517	141
Passifs	-649	-7	-280		-1 638
Exposition aux risques de change avant couverture (a)	20 428	5	768	2 517	-1 497
Montants actifs couverts	2 353	12			-
Montants passifs couverts					-
Montants couverts nets (b)	2 353	12		-	-
Exposition aux risques de change après couverture (a)-(b)	18 075	-7	768	2 517	-1 497

Au 31/12/2009 (En K€)	USD	GBP	CAD	CLP	AED
Actifs	17 829	225	2 233	1 917	70
Passifs	-363	-6	-951		-547
Exposition aux risques de change avant couverture (a)	17 466	219	1 282	1 917	-477
Montants actifs couverts	2 326	29			
Montants passifs couverts	-312				
Montants couverts nets (b)	2 014	29			
Exposition aux risques de change après couverture (a)-(b)	15 452	190	1 282	1 917	-477

Au 30/06/2010, 5 contrats commerciaux en devises ont fait l'objet d'une couverture efficace. L'exposition au risque de change après couvertures ne concerne donc essentiellement les comptes courants des filiales détenus en devises. Les couvertures de change couvrent des opérations à échéance futures sous la forme de contrats d'achats/ventes de devises à terme.

Etat des couvertures au 30 juin 2010 (en millions) :

Devises	Exposition Clients	Exposition fournisseurs	Contre-valeur nette En millions €
Dollars US	13.6		10.1
Zloty polonais	2.9		0.7
Dollars canadiens	6.7	2.0	6.5
Livres anglaises	0.2		0.1

Emprunts et dettes financières par devise (en K€)	30/06/2010	31/12/2009
Euro	13 947	14 353
Dollar US	285	243
Autres monnaies	29	28

E/ Risque de prix

Le Groupe est, pour 2 grands contrats commerciaux, exposé au risque de prix sur certaines matières premières dont la couverture est décrite en Note 8.

Note 19 : Engagements hors bilan

En milliers €	Cf.	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Engagements donnés :				
Avals et cautions hors Groupe et engagements liés à l'exécution des marchés (hors restitution d'acomptes)		22 224	24 060	27 239
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	a	1 771	2 283	1 523
Avals, cautions et garanties	b	38 580	42 996	45 250
Autres garanties données				
Engagements reçus :				
Avals, cautions et garanties		776	721	1 114

a : affectation des sûretés réelles consenties :

En milliers €	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009	
Découverts bancaires et lignes de cautions	1 238	1 238	1 239	Nantissement de titres ⁽¹⁾
Lignes de cautions	533	1 045	285	Nantissement compte de garantie affacturage
Total	1 771	2 283	1 523	

¹⁾ 100% du capital de la filiale Diginext, consolidée suivant la méthode de l'intégration globale, est nanti.

b : Avals, cautions et garanties

Au 30/06/2010, ils sont essentiellement composés de :

- garanties de loyers données aux propriétaires d'immeubles pris à bail par le groupe : 15,5 M€ ;
- garantie de passif : 0.3 M€ ;
- garanties de lignes de financement 21 M€.

Note 21 : Evénements postérieurs à la clôture

A la date d'arrêté des états financiers intermédiaires par le conseil d'administration de CS Communication et Systèmes il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir une incidence significative sur l'activité du groupe, sa situation financière et son patrimoine.